

CHANGEMENT À LA TÊTE DU FLN

Belayat, entre satisfecit et mise en garde

Satisfecit et mise en garde suite au départ de Saâdani de la tête du FLN et son remplacement par Djamel Ould Abbès sont les mots clés qui résument l'intervention de Belayat dans une réunion avec ses partisans de la wilaya de Tizi-Ouzou, dans la journée d'hier.

Djaffar Boualem, sénateur de Bordj-Bou-Arreridj, des députés, Zbiri Abdelaziz et Taïbi Mustapha (émigration Belgique), l'ex-président de la commission défense nationale à l'APN, Yarraâ Mohamed ont été les principales têtes d'affiche qui ont été aux côtés de Abderrahmane Belayat dans le conclave de Tizi-Ouzou où figuraient de nombreux cadres locaux de la mouhafadha locale du FLN et le moudjahid Ouali Aït Ahmed. D'emblée, et dans une réponse à une question du *Soir*

d'Algérie, A. Belayat a évacué toute ambiguïté qui, jusque-là, a entouré le départ de Saâdani.

«Il n'y a aucune main invisible derrière ce départ, il s'agit d'une décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika qui a agi en tant que président du parti», tranchera le chef de file de l'une des ailes des redresseurs du FLN.

S'exprimant au nom de la direction unifiée du FLN, Abderrahmane Belayat a exprimé sa totale satisfaction pour «la décision prise par

le président du parti, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika», dira l'ex-ministre et cadre du FLN qui qualifie le geste de Abdelaziz Bouteflika «d'acte responsable et historique qui a permis la délivrance et la libération du secrétariat général du parti», dira Belayat qui a évité soigneusement d'évoquer le nom du désormais ex-secrétaire général.

Et de s'adresser à son successeur : «Nous demandons au frère Djamel Ould Abbès, en vertu de ses nouvelles fonctions à la tête du parti, de s'en tenir aux orientations du frère président du parti et de les traduire sur le terrain.»

La mise en garde se veut claire et ne souffre aucune ambiguïté de la part du porte-parole de l'une des ailes des redresseurs du FLN qui

se fait le défenseur acharné du retour à la légitimité des institutions et des principes organiques du parti.

Il se dit convaincu que le président du parti, Abdelaziz Bouteflika, en l'occurrence, vient, à travers la décision d'évincer Ammar Saâdani de la tête du FLN, se démarque du dévoiement des principes du parti, de l'aventurisme, de la décision unilatérale et émotionnelle qui ont été à contre-courant des principes et de la réputation du parti.

La préparation des prochaines élections législatives, la remise à flots des structures du parti à tous les niveaux conformément aux orientations du président du parti sont les chantiers qui urgent, selon A. Belayat qui, au même titre que

l'ensemble de ses partisans qu'ils soient élus ou cadres du parti, s'est dit mobilisé «pour la facilitation et la réussite de la tâche du frère Djamel Ould Abbès». Une main tendue qu'il ne faut cependant pas interpréter comme un blanc-seing.

Tout en «valorisant l'acte salvateur de Abdelaziz Bouteflika qui a empêché l'effondrement du parti», A. Belayat n'a pas manqué d'avertir qu'en cas de retour à la situation antérieure, lui et ses partisans sont prêts à se mobiliser pour faire barrage aux initiatives électorales ou autres qu'entreprendrait la nouvelle équipe qui vient d'être intronisée à la tête du FLN.

S. Aït Mébarek

LE MOUVEMENT EL BINA SE PRÉPARE AUX LÉGISLATIVES PROCHAINES

Sur les traces de Nahnah et Bouslimani

Le Mouvement El-Bina, que dirige Ahmed Dane, se définit comme le courant politique de la mouvance islamiste, qui incarne «le mieux» les pensées des défunts Mahfoud Nahnah et Mohamed Bouslimani. C'est le message clé que les dirigeants de ce parti ont voulu transmettre hier, à l'occasion du 4^e congrès annuel du mouvement, qui s'est tenu à la coupole du Complexe Mohamed-Boudiaf.

La rencontre à laquelle ont pris part des anciens compagnons de feu Mahfoud Nahnah, quelques représentants de partis politiques de la mouvance islamique a traité de plusieurs sujets, dont le thème général a porté sur «la voie de Mahfoud Nahnah et Mohamed Bouslimani». Cette rencontre, selon le secrétaire général du parti, «s'inscrit dans le prolongement des activités du parti, en perspective des échéances politiques prochaines».

A ce propos, l'orateur dira que la ligne directive du Mouvement El-Bina s'inspire de celle «développée et défendue par nos aînés Mahfoud Nahnah et Mohamed Bouslimani». Le secrétaire général du Mouvement El-Bina était un des proches compagnons de feu Mahmoud Nahnah à l'époque où ce dernier dirigeait le parti Hamas. Cela dit, la rencontre de ce samedi s'inscrit dans le prolongement de la dernière conférence de presse animée par le secrétaire général du parti et lors de laquelle, il a indiqué que la participation du Mouvement aux prochaines législatives constituera «une précieuse opportunité pour établir une base solide de la bonne gouvernance».

Hier, il a réitéré son appel de la semaine passée en déclarant que «le Mouvement est mobilisé pour assurer une forte participation des jeunes et des différentes catégories de la société aux prochaines échéances électorales».

Pour sa part, le président du parti M. Boumahdi a rappelé le choix politique de son parti. «Un choix, a-t-il dit, qui s'inscrit dans la ligne droite des principes des chouyoukh Mahfoud Nahnah et Mohamed Bouslimani.

A. B.

«Nous aurons notre place dans les législatives, si...»

Le Soir d'Algérie : d'abord quelle signification à cette rencontre de Tizi-Ouzou qui intervient à quelques jours des changements que vient de connaître le secrétariat général du FLN ?

A. Belayat : cette réunion intervient après la décision salubre prise par le président du parti, Abdelaziz Bouteflika et qui s'est traduites par des actes dont les membres du comité central disent avoir pris acte.

Ce n'est pas un acte banal, c'est une position qui est décisive dans les événements qui viennent de connaître le parti et par rapport auxquels nous allons nous positionner. Notre réaction est, aussi, à relier à nos actions habituelles de résistance contre et de rejet du fait accompli illégal.

Le nouveau secrétaire général du parti dit qu'il reste à la tête du parti jusqu'à 2020, quel sens donnez-vous à cette déclaration sur le plan organique et politique ?

C'est un détail.

Et par rapport à la fin de non recevoir signifiée à la proposition de Belkacem



Photo : DR

relative à la mise en place d'une transition organique ?

Pour nous, qu'il y ait transition ou pas, il faut tenir compte de la réalité : celle d'une parti abîmé et presque détruit par le secrétaire général partant et ses acolytes. Le fait accompli d'un congrès illégal et illégitime est là. Un problème que nous n'avons jamais voulu régler par la force mais par la voie de justice. Ce réalisme de notre part doit trouver son pendant par une attitude tout aussi réaliste

de leur part (la nouvelle direction, NDLR). Ils ne peuvent pas gérer le parti avec succès en nous ignorons ou en nous marginalisant.

Dans ce cas, il faut qu'ils sachent que nous continuerons à exister et à activer. Si l'accord n'est pas réalisé sur l'étape des législatives, l'échec du parti sera garanti. A ce moment-là, les responsabilités doivent être identifiées. Nous, nous aurons notre présence dans ces législatives ?

Beaucoup s'accordent à dire que le FLN a rarement été maître de son destin et que des décisions décisives dans son parcours ont été prises par une main invisible ?

Je crois que c'est un peu excessif et subjectif, à la fois de dire qu'il y a une main invisible qui prend des décisions au sein du FLN. En l'occurrence, au FLN, il y a un président à la tête du parti depuis 2007, un poste occupé depuis cette date et confirmée en 2010 par le frère Abdelaziz Bouteflika dont les attributions sont loin d'être formelles puisqu'il (le président du parti) peut conduire une réunion du comité central et peut donc orienter et prendre des décisions décisives. Il peut même convoquer un congrès extraordinaire. Et c'est peut-être là l'occasion de le faire parce que la situation au sein du parti est assez désarticulée. Vous voyez qu'on vraiment loin de l'existence d'une main invisible ; il est faux de dire que le FLN obéit au doigt et à l'œil à quiconque n'émargeant pas au FLN.

Entretien réalisé par S. A. M.

LÉGISLATIVES 2017

Les appréhensions de Filali Ghouini

Le secrétaire général du Mouvement El Islah appréhende une large abstention lors des prochaines élections législatives. Selon lui, la situation politique, économique et sociale du pays ne fait qu'accentuer cette position.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Pour Filali Ghouini, la situation politique actuelle est caractérisée par l'«absence de confiance», la situation économique déjà difficile «ne cesse de s'amplifier» et la situation sociale est «pénible» et nécessite un «apaisement» notamment à l'approche des élections législatives.

«Nous avons assisté durant ces derniers mois à un dialogue politique qui est descendu au plus bas niveau. Un dia-

logue qui s'est distingué par des accusations de trahison et d'insultes à l'égard de certains responsables, hauts placés et hommes politiques», dit-il.

Aujourd'hui, poursuit-il, «un dialogue rassembleur est de mise afin d'éviter toute dérive. D'ailleurs, les prochaines élections peuvent être une occasion pour reconquérir la confiance du peuple».

Intervenant hier à Alger, le SG du Mouvement El Islah affirme que le projet de la loi de

finances 2017 est la preuve d'une situation économique délicate. Il estime que les augmentations prévues dans ce texte de loi seront «endossées» par le citoyen. Une situation qu'il impute à la mauvaise gestion de la crise financière.

«L'Etat n'a rien fait pour pallier la dépendance du pays de la rente des hydrocarbures», déplore-t-il. Sur le plan social, l'intervenant est convaincu que l'Etat fait dans la «provocation», notamment avec la suppression de la retraite anticipée. «C'est un recul sur un acquis social et un acquis des travailleurs», dit-il. S'agissant des prochaines législatives,

Filali Ghouini ne cache pas son appréhension de voir le taux d'abstention augmenter.

D'ailleurs, ajoute-t-il, «le parrainage imposé aux partis n'ayant pas atteint 4% des voix obtenues lors des dernières élections conduira impérativement vers une large opération d'abstention». Il rappelle ainsi, qu'en 2012, treize millions d'Algériens se sont abstenus aux élections et que onze millions n'ont pas voté lors des présidentielles de 2014.

«Nous aspirons à voir des élections qui redonneront de l'espoir au peuple et au pays, notamment avec une large participation», conclut-il.

Ry. N.